

Date :  
N° de version du document : 1

Caractère du document :

Public ☒

Interne ☐

confidentiel ☐

ne pas diffuser sans autorisation ☐

autre ☐

## Institut d'études européennes

### Dispositions facultaires spécifiques adoptées par le Conseil académique du 20 août 2024

Conseil académique  
23 septembre 2024  
Annexe n° 263

Conformément au point f) des dispositions liminaires du Règlement général des études 2024-2025 (RGE) adopté par le Conseil académique du 27 mai 2024, les facultés peuvent définir des dispositions spécifiques au présent règlement, lesquelles précisent exclusivement les articles 48, 74, 75, 81, 93, 94 et 102 de ce règlement.

#### **Art. 48 : Travail de fin d'études**

Le mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études fait partie des épreuves d'évaluation du deuxième cycle et peut valoir entre 15 et 30 crédits, conformément à l'article 126 du décret.

Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'apprentissage, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelle permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant. Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

L'étudiant se conforme aux règlements spécifiques adoptés par les instances facultaires pour régler notamment le travail de fin d'études et les stages.

#### **Art. 74 : Session ouverte**

Par exception à l'article 37 du présent règlement, les jurys peuvent, pour des raisons de force majeure dûment motivées, prolonger une période d'évaluations d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période d'un mois au-delà de la fin de la période d'évaluations du premier quadrimestre et de 10 semaines au-delà de la fin des périodes d'évaluation des deuxième et troisième quadrimestres. L'étudiant est alors proclamé « en session ouverte ». Le jury fixe la durée de la prolongation de la période d'évaluations et les unités d'enseignement concernées, conformément à l'article 79, §2 du décret. Les modalités et les dates limites relatives à cette prolongation sont arrêtées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Les étudiants inscrits à l'ULB, participant à un programme de mobilité et accueillis dans une institution universitaire dont les périodes d'évaluations sont incompatibles avec le calendrier de l'ULB, peuvent bénéficier de périodes d'évaluations ouvertes particulières, sans pour autant que la prolongation de la période d'évaluations n'excède 10 semaines. En ce qui concerne la période d'évaluations qui clôture le deuxième quadrimestre, eu égard aux vacances d'été, elle peut être prolongée, le cas échéant, jusqu'aux délibérations clôturant le troisième quadrimestre. Les étudiants concernés doivent, pour cela, signaler au président de jury les contraintes extérieures auxquelles ils sont soumis.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

Tout.e étudiant.e souhaitant bénéficier d'une session ouverte doit adresser sa demande par mail au président et au secrétaire du jury concernés. La demande doit être accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires (certificats médicaux, etc.), et elle doit obligatoirement être envoyée au plus tard deux jours ouvrés avant la délibération.

**Art. 75 : Impossibilité de participation à une évaluation**

Un étudiant qui, pour des raisons graves et exceptionnelles, ne peut prendre part à une épreuve ou une partie d'épreuve peut solliciter une modification d'horaire, dans les limites des contraintes horaires et matérielles d'organisation des évaluations. En cas de désaccord entre le titulaire et l'étudiant, ce dernier peut solliciter, par écrit, l'arbitrage du président du jury ou du Doyen de faculté. Toutefois, l'envoi d'un certificat médical ou de tout autre document officiel justificatif d'absence ne peut être considéré comme une raison suffisante donnant droit automatiquement à un report d'épreuves à une date ultérieure au cours de la même période d'évaluations.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

En cas de désaccord entre le titulaire et l'étudiant, ce dernier peut solliciter l'arbitrage du président du jury, ou du Directeur de l'IEE.

**Art. 81 : Non-respect des dispositions**

En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant peut saisir l'instance facultaire, laquelle est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques. Ces dispositions préciseront, le cas échéant, qui contacter lorsque la personne visée par la procédure est, par ailleurs, en charge de celle-ci.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant pourra saisir le président du jury de son programme, lorsque les notes n'auront pas été publiées dans les temps, ou lorsqu'aucune date de visite des copies ne lui aura été communiquée.

**Art. 93 : Mentions**

La réussite du cycle est attribuée sans mention si la moyenne est supérieure ou égale au seuil de réussite de 10/20 et inférieure à 12/20. À partir et au-dessus d'une moyenne de cycle de 12/20, la réussite du cycle peut être accompagnée d'une des mentions suivantes : « avec satisfaction » (à partir de 12/20), « avec distinction » (à partir de 14/20), « avec grande distinction » (à partir de 16/20) ou « avec la plus grande distinction » (à partir de 18/20).

Cependant les modalités précises d'attribution des mentions sont précisées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

#### **Art. 94 : Neutralisation de l'évaluation**

En cas de non-disponibilité d'une note lors de la délibération, l'évaluation peut être neutralisée par le jury. La façon de neutraliser cette dernière est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

L'évaluation sera neutralisée et remplacée par la moyenne pondérée des Unités d'Enseignement créditées dans le cursus jusque et y compris dans la session considérée. Toutefois, si la session considérée contient une ou plusieurs notes de présence et/ou absence, la note indisponible pourra être neutralisée en une absence.

#### **Art. 102 : Procédure**

Sous peine d'irrecevabilité, tout recours doit être dûment motivé, il doit exposer par écrit l'irrégularité sur laquelle il se fonde, préciser en quoi ladite irrégularité soulevée affecte défavorablement l'étudiant et être envoyé selon les dispositions facultaires spécifiques en vigueur dans la faculté concernée auprès du président de la commission de recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être introduit par courrier électronique à l'attention des personnes compétentes selon les dispositions facultaires spécifiques.

Si le recours est déclaré irrecevable, le président de la commission de recours en informe l'étudiant par écrit.

En cas de recevabilité, le président de la commission de recours saisit alors la commission de recours.

Dans les 15 jours ouvrables suivant le dépôt du recours sauf circonstances exceptionnelles signifiées à l'étudiant, la commission de recours se rassemble, examine les arguments écrits des parties et statue, à la majorité simple. L'étudiant peut demander à être entendu par la commission de recours durant ce délai.

S'il est jugé fondé, le recours est ensuite déféré au jury, lequel arrête, le cas échéant, les mesures nécessaires. Lorsque la constatation de l'irrégularité est de nature à modifier la décision du jury, le président convoque le jury. Les membres du jury faisant l'objet du recours se retirent au moment où celui-ci est mis en délibéré.

Les décisions de la commission de recours et du jury sont motivées. Elles sont notifiées par écrit au plaignant.

Tout au long de la procédure, le principe de confidentialité doit être respecté.

Dispositions spécifiques à l'Institut d'Etudes européennes

Le recours doit être introduite auprès du Président de Jury concerné afin que celui-ci en examine la recevabilité avant de le transmettre (si recevable) à la commission de recours.